



Conseil
Provincial du
Secteur des
Communications



PAR COURRIEL

Montréal, le 6 mai 2020

Madame Aline Chevrier
Directrice principale
Licences du spectre et opérations des enchères
Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE)
235, rue Queen, 6^e étage, tour est
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Objet : Cadre politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 3500 MHz – Questions de clarification

Madame,

1. Le Conseil provincial du secteur des communications (CPSC) du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) représente plus de 5000 travailleuses et travailleurs de l'industrie des télécommunications au Québec. À ce titre, il s'intéresse aux enchères du spectre qu'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) doit tenir à partir de la fin de l'année, ainsi qu'au *Cadre politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 3500 MHz* (Cadre politique) établi en mars dernier¹.
2. Dans la présente lettre, le CPSC se prévaut de la possibilité de demander des éclaircissements par écrit sur les règles et le processus prévus par le Cadre politique, comme annoncé par ISDE dans l'*Avis n° SLPB-001-20 – Cadre politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 3500 MHz*, publié dans la Partie 1 de la Gazette du Canada du 14 mars 2020.
3. La politique d'ISDE pour la bande de 3500 MHz a notamment pour objectifs de « ... favoriser l'innovation, l'investissement et l'évolution des réseaux sans fil en permettant le développement et l'adoption de technologies 5G; » et d'« ... appuyer une concurrence soutenue²... » Le Cadre politique prévoit également les conditions de licence relatives au déploiement du spectre qui seront imposées aux entreprises titulaires

¹ Gouvernement du Canada, *Cadre politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 3500 MHz*, SLPB-001-20, 5 mars 2020, par. 318 à 340 et Décision D25.

² *Ibidem*, par. 14.

des licences au terme des enchères qui doivent s'amorcer le 15 décembre 2020³. La décision D25 du Cadre politique détaille les échéanciers de déploiement de 5, 7, 10 et 20 ans qui seront exigés selon les caractéristiques de la zone de service (rurale, urbaine, durée de la période de transition) et le type d'exploitant de réseau qui a remporté l'enchère (fournisseurs de services mobiles LTE ou non⁴).

4. Or, depuis la publication de ces délais, le 5 mars dernier, les choses ont bien changé. Les citoyennes et citoyens canadiens, obligés de se distancier physiquement, ont plus que jamais recours aux réseaux de télécommunication existants pour obtenir des services et des prestations des gouvernements, étudier ou travailler. Les élus de nombreuses régions à l'extérieur des grands centres ont profité de la pandémie pour réitérer que les réseaux Internet haute vitesse actuels n'étaient pas suffisamment robustes pour permettre à leurs concitoyennes et concitoyens à faire face à la crise⁵. Les gouvernements, tant fédéral que provinciaux⁶, envisagent d'ailleurs d'accélérer les investissements en cette matière.
5. Des entreprises de télécommunication ont aussi vu leurs revenus baisser au premier trimestre de 2020 et s'attendent, tout comme d'autres, à de nouvelles diminutions au prochain trimestre (Rogers, Cogeco⁷). Des mises à pied ont été faites chez les fournisseurs de services de télécommunication régionaux, notamment en raison d'une chute des revenus provenant de la clientèle d'affaires (Shaw, Teksavvy Solutions, Vidéotron⁸).
6. Alors que l'on prévoyait, il y a quelques semaines seulement, que la pandémie entraînerait une récession, l'Institut C.D. Howe affirme maintenant que l'économie canadienne est déjà en décroissance :

« Preliminary data suggests Canada entered a recession in the first quarter of 2020 with a February peak, says the C.D. Howe Institute's Business Cycle Council. [...] Since GDP and employment growth were either positive or flat in January and February, and both indicators turned negative in March, the Council declared February as the cycle peak. The decision to declare a recession with a February peak is based on preliminary data available as of April 30, 2020. Members of the Council noted that further GDP revisions will occur which may impact the peak month, but are extremely unlikely to be significant enough to alter the recession call for the first quarter of 2020⁹. »

³ ISDE, *Tableau des dates clés – Cadre politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 3500 MHz*, 5 mars 2020.

⁴ *Op. cit.*, note 1, Décision D25, p. 54 et 55.

⁵ Claude Hébert, *Fibre optique : la MRC de Brome-Missisquoi fait pression sur les gouvernements*, Journal Le Guide, 28 avril 2020; Infodimanche.com, *Le Bloc québécois demande Internet haute vitesse pour tous*, 12 avril 2020.

⁶ Anja Karadeglija, *Federal government to accelerate rural broadband funds: Monsef*, The Wire Report, April 29, 2020; Anja Karadeglija, *Provinces also looking at speeding up rural broadband rollouts*, The Wire Report, May 1, 2020.

⁷ Adam Langenberg, *Rogers revenue drops 5%, withdraws guidance due to COVID-19*, The Wire Report, April 22 2020; Julien Arseneault, *Cogeco anticipe des retards de paiement*, La Presse Canadienne, publié dans La Presse +, 8 avril 2020.

⁸ Adam Langenberg, *Shaw lays off ten per cent of workforce due to COVID-19*, The Wire Report, April 14, 2020; Adam Langenberg, *Teksavvy lays off staff, increases internet bills*, The Wire Report, March 26, 2020; Julien Arseneault, 200 mises à pied chez Vidéotron, La Presse Canadienne, publié dans La Presse +, 17 avril 2020.

⁹ C.D. Howe Institute, *Canada Entered Recession in First Quarter of 2020: C.D. Howe Business Cycle Council*, May 1, 2020.

Ce ralentissement économique est susceptible de freiner les investissements dans le développement d'applications ayant recours à la 5G.

7. Par ailleurs, comme si ce n'était pas assez, on prévoit qu'il faudra entre un an et demi et deux ans au minimum afin de mettre au point un vaccin pour faire face au coronavirus responsable de la COVID-19¹⁰. D'importants pans de l'économie risquent donc d'être au ralenti encore longtemps ou de reposer sur le télétravail rendu possible par l'utilisation des réseaux à large bande.
8. Dans ces circonstances :
 - a) **Est-ce que le manque de liquidités entraîné par la crise économique et/ou la nécessité de renforcer en priorité les réseaux à large bande filaires existants pourraient faire en sorte qu'ISDE prolonge les délais obligatoires pour la mise en service du spectre de 3500 MHz?**
 - b) **Dans l'affirmative, une consultation publique sera-t-elle tenue à ce sujet par ISDE?**
 - c) **Par ailleurs, la date limite du 13 octobre 2020 pour la réception des demandes de participation aux enchères et de la totalité du dépôt préenchères, ainsi que la date du début des enchères du 15 décembre 2020 pourraient-elles être repoussées par ISDE?**
9. Le CPSC remercie ISDE de lui avoir offert l'opportunité de poser ces questions de clarification et prendra connaissance des réponses données à l'ensemble des interrogations soumises par les intervenants dès leur publication, le 5 juin prochain.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

Nick Mingione
Président, CPSC

¹⁰ Radio-Canada, *Développer un vaccin contre la COVID-19, un pari risqué qui coûte des milliards*, 25 avril 2020.